

DOCUMENT PUBLIC  
Londres, janvier 1999

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE  
Région autonome ouïghoure du Xinjiang

Pour la libération des Ouïghours  
en détention arbitraire

Amnesty International est préoccupée par les informations qu'elle reçoit concernant la poursuite des arrestations arbitraires de Ouïghours dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang et d'autres régions de la République populaire de Chine. Il lui a en outre été signalé que les détenus politiques ouïghours seraient souvent victimes de tortures et que certains en conserveraient des séquelles physiques et mentales.

Les Ouïghours constituent l'ethnie majoritaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, où la population locale est essentiellement musulmane. À la suite des troubles ethniques qui se sont produits en février 1997 dans la ville de Gulja (Yining)<sup>1</sup>, à l'ouest du Xinjiang, les autorités chinoises ont renforcé les contrôles exercés sur la population ouïghoure locale et réprimé toutes les activités soupçonnées d'être liées au nationalisme ouïghour – officiellement appelé « séparatisme », – y compris les activités religieuses pacifiques. Ces mesures ont, semble-t-il, exacerbé les tensions ethniques et contribué à la montée de la violence dans la région. On a signalé depuis de plus en plus de cas de violence, y compris entre de petits groupes de nationalistes ouïghours et les forces de sécurité.

---

<sup>1</sup>. Voir République populaire de Chine. Résumé des préoccupations d'Amnesty International, février 1998 (index AI : ASA 17/06/98).

Le présent document cite les cas de personnes qui auraient été arbitrairement détenues, en violation des normes internationales en matière de droits humains, du fait des opinions qui leur étaient prêtées, de leurs relations ou de leurs activités pacifiques. Certaines ont été détenues arbitrairement pour la simple raison qu'elles étaient parentes ou amies de détenus politiques ou de fugitifs, ou qu'elles étaient ouïghoures. Elles n'ont pu faire parvenir aucune nouvelle à leurs proches et ont été détenues sans inculpation pendant plusieurs mois, au mépris de la loi chinoise<sup>2</sup>.

Amnesty International appelle les autorités chinoises à libérer sans délai tous ceux qui sont détenus pour avoir exercé pacifiquement leurs droits humains fondamentaux, et à prendre des mesures effectives pour que les Ouïghours, les détenus d'autres origines ethniques et les autres prisonniers ne soient pas soumis à la torture ni à d'autres traitements ou châtiments inhumains ou dégradants.

Ville de Gulja (Yining), préfecture d'Ili (région autonome ouïghoure du Xinjiang)

Les cas dont il est question ci-dessous concernent des personnes qui auraient été détenues ces derniers mois dans la ville de Gulja (Yining) ou ses environs (préfecture d'Ili). Il semble qu'elles n'aient pas été impliquées dans des événements violents. Beaucoup d'autres prisonniers ont été détenus arbitrairement dans cette région depuis deux ans. Il est à craindre qu'on ne les ait torturés pour leur arracher des informations sur d'autres personnes ou les contraindre à signer des « aveux », et que le risque de torture ou de mauvais traitement ne subsiste.

#### 1. Mises en détention de juillet 1998

**Alimjan**, enseignant du collège n° 5 de Gulja, et secrétaire du comité du Parti communiste de l'établissement, aurait été arrêté à son domicile par des agents de la Police armée du peuple le 18 juillet 1998, et accusé d'avoir pris part secrètement à une réunion de « séparatistes nationalistes ». Du 18 au 28 juillet, il aurait été détenu dans une prison de la 4<sup>e</sup> division du Corps de production et de construction du Xinjiang (« Bingtuan » en chinois), établissement « économique » géré par l'armée, doté de ses propres prisons, policiers et tribunaux et exerçant son autorité de manière indépendante sur les détenus et prisonniers des zones placées sous son contrôle<sup>3</sup>. Depuis les événements qui se sont produits le 5 février 1997 à Gulja, la prison de la 4<sup>e</sup> division du Bingtuan accueille en détention temporaire les détenus politiques de Gulja « hors Bingtuan ». Le 22 juillet 1998, Alimjan aurait été démis de toutes ses fonctions par décision du conseil municipal de

---

<sup>2</sup> En vertu du nouveau Code de procédure pénale de la République populaire de Chine, les détenus doivent être, soit officiellement « arrêtés » (inculpés) 14 jours au maximum après avoir été placés en garde à vue, soit libérés. Ils ont le droit de faire appel à un avocat peu après le début de la garde à vue. En outre, la police doit en principe informer la famille de la détention ou de l'arrestation d'un proche ainsi que du lieu où il est incarcéré dans les 24 heures, à moins qu'elle n'estime qu'une telle information est de nature « à gêner l'enquête ». Même dans de tels cas, la loi interdit de prolonger la détention au-delà de 14 jours si le détenu n'est pas inculpé.

<sup>3</sup> Le Bingtuan, créé dans le Xinjiang dans les années 50 et géré séparément du gouvernement régional de la région autonome du Xinjiang, jouit d'une grande autonomie. Il comporte dix divisions correspondant à des préfectures. La 4<sup>e</sup> division est celle de Gulja (Yining). Voir *New Ghosts, Old Ghosts – Prisons and Labour Reform Camps in China*, de James D. Seymour et Richard Anderson, M.E. Sharpe, 1998, p. 45-70 [Nouveaux fantômes, anciens fantômes – Prisons et camps de réforme par le travail en Chine].

Gulja et privé de son salaire. Le 28 juillet ou peu après, il a été transféré à la prison municipale de Gulja dans le district de Yengi Hayat. Il serait toujours détenu, mais on ignore s'il a été officiellement inculpé.

**Tursun Mehmet**, directeur adjoint de la section d'études du collège n°14 de Gulja, aurait été arrêté le 18 juillet 1998 et accusé d'aider les « séparatistes nationalistes ». Le 22 juillet, comme Alimjan, il aurait été démis de ses fonctions et aurait perdu son salaire. De même, il serait depuis le 28 juillet à la prison municipale de Gulja dans le district de Yengi Hayat. Il serait toujours détenu, sans qu'on sache s'il a été inculpé.

**Abdushukur**, directeur adjoint de l'administration du district de Doletbagsk à Gulja aurait été arrêté le 20 juillet 1998 dans les locaux du comité du Parti communiste de Gulja, et accusé d'avoir aidé des « séparatistes nationalistes » à quitter le pays. Le 22 juillet, comme les deux personnes citées ci-dessus, il aurait été démis de ses fonctions et privé de son salaire. On ignore où il est actuellement détenu.

**Abdat Patar**, chirurgien de l'hôpital militaire de Gulja, aurait été arrêté début juillet 1998 et accusé d'avoir soigné des « séparatistes nationalistes ». Il serait détenu dans une prison militaire et son dossier relèverait du tribunal militaire de Lanzhou<sup>4</sup>.

## 2. Mises en détention d'avril 1998

En avril 1998, de très nombreux Ouïghours auraient été placés en détention dans des villages des environs de Gulja à la suite de faits survenus dans le village de Hudiyaryuzi, au cours desquels les forces de sécurité auraient tué six jeunes Ouïghours. On sait peu de choses de cette affaire, qui n'a pas été portée à la connaissance du public de manière officielle. D'après des sources non officielles, plusieurs camions de soldats et de policiers armés auraient pénétré dans le village le 18 avril et encerclé la maison d'un fermier où se trouvaient les six jeunes, tous âgés de 20 à 25 ans. Il semble que certains de ces jeunes avaient rassemblé des armes à feu et étaient recherchés par la police qui les soupçonnait de participer à des activités d'opposition clandestines. Amnesty International ignore dans quelles circonstances les forces de sécurité ont tiré sur ces jeunes et les ont tués.

À la suite de cette affaire, les forces de sécurité ont procédé à des arrestations massives dans les environs et placé en détention un grand nombre de villageois, en particulier des parents, des amis et des voisins des jeunes assassinés. D'après des informations non officielles, la plupart d'entre eux n'avaient aucun lien avec les activités des jeunes. Ils auraient été brutalement torturés pendant leur détention. Certains ont été libérés après plusieurs semaines ou plusieurs mois. D'autres seraient toujours détenus au secret sans avoir été inculpés. Leurs proches n'ont eu aucune nouvelle d'eux. On craint qu'ils n'aient subi des tortures et qu'ils ne risquent d'être de nouveau torturés ou maltraités. Il s'agit entre autres des personnes suivantes :

**Abdurazzak Shamseden**, 28 ans, fermier et menuisier du village de Kepekyuzi (kebaikeyuzi), près du village de Hudiyaryuzi (préfecture d'Ili) aurait été arrêté après les événements du 18 avril 1998 qui viennent d'être décrits. L'un des six jeunes tués ce jour-là était son neveu, ce qui expliquerait son arrestation. Abdurazzak n'aurait jamais eu d'activités politiques. Décrit comme un homme « tranquille », il était sur le point de se

---

<sup>4</sup>. Le Bingtuan et le district militaire du Xinjiang relèvent de la région militaire de Lanzhou, capitale de la province du Gansu.

marier au moment de son arrestation. On pense qu'il est détenu à la prison de Gulja (Yining) dans le district de Yengi Hayat.

**Abduhalik Abdureshit**, fermier du village de Kepekyuzi, âgé de 20 ans environ, aurait été arrêté à la suite des événements du 18 avril 1998, mais on ignore s'il a été inculpé ou jugé. Il serait détenu à la prison du district de Yengi Hayat à Gulja.

**Abdulhekim Abdulletip**, fermier du village de Kepekyuzi âgé de 25 ans environ, était un ami d'un des jeunes tués le 18 avril 1998. Il aurait été arrêté à la suite de ces événements et serait détenu à Gulja, mais on ignore quelle est sa situation au regard de la loi et le lieu exact de sa détention.

**Hudiyumberdi Begzad**, fermier du village de Kepekyuzi âgé de 33 ans environ, aurait été arrêté à la suite des événements du 18 avril 1998 et serait détenu à Gulja, mais on ignore quelle est sa situation au regard de la loi et le lieu exact de sa détention.

D'autres fermiers auraient été arrêtés dans les environs à la suite des événements du 18 avril 1998, en particulier **Elyas Jalal, Jur'at Nuri, Nurmuhimmat Yarmuhammad, Saydulla Kurban** et **Tohtahun Yarmuhammad**. Ils seraient détenus à Gulja.

Kashgar (région autonome ouïghoure du Xinjiang)

Quatre hommes et quatre enfants auraient été détenus dans le Xinjiang en septembre 1998 après avoir été renvoyés de force du Kazakstan fin août ou début septembre 1998. Les quatre enfants auraient été détenus 18 jours avant d'être libérés. Les quatre hommes seraient toujours détenus à Kashgar, dans le sud-ouest du Xinjiang. Il est à craindre qu'on ne les ait torturés pour leur extorquer des informations sur leur fuite et qu'ils ne risquent d'être de nouveau torturés ou maltraités. Il s'agit en particulier de :

**Yasim Kari**, mollah (chargé de l'enseignement religieux) de Kashgar, âgé de 35 ans environ, aurait quitté la Chine en juillet avec ses trois enfants (Mina, une fille de 12 ans, Kersen, un garçon de 10 ans, ainsi qu'un garçon de cinq ans), et quatre autres personnes.

**Abla Karim**, un autre mollah de Kashgar, âgé d'une quarantaine d'années, accompagnait Yasim Kari et ses enfants lorsqu'ils ont quitté la Chine en juillet 1998. Les trois autres personnes étaient le fils d'Abla Karim (8 ans), son oncle (70 ans), ainsi qu'un autre homme d'une trentaine d'années dont Amnesty International ignore l'identité.

Yasim Kari aurait déjà été détenu quatre mois en 1995 en raison de ses activités religieuses pourtant pacifiques : il avait créé un cours à Kashgar afin d'enseigner le Coran. Or, les écoles coraniques et les cours indépendants sur la religion ont été interdits ces dernières années par les autorités chinoises dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, et de nombreux chefs religieux et enseignants ont été incarcérés en raison de leurs opinions et de leurs activités religieuses pourtant pacifiques. Yasim Kari et Abla Karim auraient tous deux enfreint l'obligation faite par les autorités aux chefs religieux de reconnaître publiquement à la mosquée les « bienfaits » des politiques gouvernementales. Le gouvernement exerçant une répression de plus en plus forte à l'égard des activités religieuses, ils ont eu peur d'être arrêtés et se sont enfuis de Chine en juillet 1998, pour atteindre le Kazakstan en août.

Vers le 25 août 1998, les quatre hommes et les quatre enfants ont été placés en détention par la police des douanes kazak à l'aéroport d'Almaty, au Kazakstan, alors qu'ils s'apprêtaient à prendre un avion à destination d'un autre pays. Contrairement aux autres passagers, ils étaient en effet porteurs de passeports de Chine populaire et avaient refusé de verser les pots-de-vin exigés, semble-t-il, par les douaniers. L'ambassade de la

République populaire de Chine à Almaty aurait été immédiatement informée de leur mise en détention par les autorités kazaks et aurait demandé leur extradition. Renvoyé en Chine populaire quelques jours plus tard, le groupe a semble-t-il été détenu d'abord à Ürümqi, capitale de la région autonome du Xinjiang, pendant une semaine, avant d'être transféré dans une prison de Kashgar. Les quatre enfants sont restés incarcérés 18 jours après leur retour en Chine populaire, puis ont été libérés. En septembre 1998, trois des épouses des hommes du groupe auraient également été placées en détention et interrogées sur la fuite de leur mari. Deux d'entre elles ont été relâchées fin septembre, mais on ignore où se trouve la troisième. Il semble que Yasim Kari, Abila Karim et les deux autres hommes soient toujours détenus. Leur situation au regard de la loi et leur lieu exact de détention ne sont pas connus.

#### Mise en détention de commerçants ouïghours dans la province du Zhejiang

Amnesty International est vivement préoccupée par les informations qu'elle a reçues concernant un groupe de commerçants ouïghours arbitrairement détenus à Yiwu, dans la province du Zhejiang, où ils sont incarcérés depuis plusieurs semaines sans avoir été inculpés, et où les policiers locaux les ont sauvagement passés à tabac pour les contraindre à reconnaître leur participation à des activités « séparatistes ».

D'après les informations reçues, une vingtaine de commerçants venus à Yiwu pour y faire des échanges au vaste marché de gros de marchandises diverses, ont été placés en garde à vue le 26 août 1998 par des agents locaux de la sécurité publique. Cette arrestation aurait été décidée par des responsables de l'administration locale et serait motivée par des questions de concurrence sur le marché de la ville, bien que le prétexte invoqué soit la campagne officielle de répression à l'encontre des « séparatistes » ouïghours.

Quelque temps après cette arrestation, des avocats de Yiwu et d'Ürümqi auraient dénoncé en public le caractère illégal de la détention des commerçants ouïghours. Cependant, 18 d'entre eux se trouvaient toujours illégalement détenus en novembre 1998, sans avoir été inculpés. Les policiers les auraient violemment battus durant leur détention afin de les contraindre à « avouer » leur participation à des activités séparatistes. Deux des détenus auraient ainsi eu les os fracturés mais n'auraient pu recevoir de soins. Les hommes encore valides auraient été contraints de travailler jusqu'à 14 heures par jour. Tous étaient soumis à des conditions de détention si éprouvantes qu'ils sont tombés malades. Certains membres de leur famille ont refusé de donner leur identité par peur des représailles. On n'a aucune nouvelle de ces commerçants depuis novembre 1998 et on ignore où ils se trouvent à l'heure actuelle.

#### Ürümqi (région autonome ouïghoure du Xinjiang)

**Kahriman Abdukirim**, 29 ans, secrétaire de Rebiya Kadeer, femme d'affaires ouïghoure (voir plus bas) a été arrêté par la police à son lieu de travail à Ürümqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, le 21 novembre 1998.

Il est resté une nuit au poste de police local, où il aurait été battu, avant d'être transféré le 22 novembre au centre de détention du bureau de la sécurité publique d'Ürümqi. Il serait toujours détenu au secret sans avoir été inculpé.

Originaire de Kashgar, Kahriman Abdukirim a fait des études à l'université du Xinjiang à Ürümqi, où il a obtenu son diplôme en 1996. Durant ses années d'études, il aurait eu des discussions politiques avec d'autres étudiants et parlé du « Turkestan oriental ». Étudiant

brillant, il a obtenu à sa sortie de l'université un poste à l'Académie régionale des sciences, qui l'aurait été renvoyé en apprenant qu'il avait évoqué le Turkestan oriental lorsqu'il se trouvait à l'université. Il a commencé à travailler pour Rebiya Kadeer fin 1996.

Les autorités n'ont pas indiqué les motifs de sa détention, mais on pense qu'ils sont liés aux discussions politiques qu'il avait eues à l'université et peut-être à son association avec Rebiya Kadeer. Plusieurs des personnes que celle-ci employait ont en effet été placées en détention en mars 1998 ; on aurait essayé de les contraindre à signer des déclarations accusant leur employeur de prendre part à des activités illégales.

**Rebiya Kadeer**, célèbre femme d'affaires ouïghoure de 50 ans, mère de 10 enfants, est assignée à résidence à Ürümqi depuis 1997. Depuis, la presse chinoise a parlé d'elle comme de « la millionnaire du Xinjiang » et le volume sur la Chine du Who's Who In The World comporte une entrée la concernant. Membre de la Conférence politique consultative de la République populaire de Chine, elle faisait partie de la délégation chinoise à la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, tenue à Pékin en septembre 1995, où elle a impressionné par son charisme les représentants de la Chine comme des autres pays.

Depuis début 1997, Rebiya Kadeer est assignée à résidence et harcelée en raison, semble-t-il, des activités présumées d'opposition de son mari à l'étranger, ainsi que des efforts qu'elle a déployés pour améliorer la condition des femmes ouïghours en créant le « Mouvement des mille mères ». Cette association, destinée à soutenir les entreprises ouïghours gérées par des femmes, a vu officiellement le jour en novembre 1997 dans le local de Rebiya Kadeer à Ürümqi. Les représentants des administrations locales auraient décliné son invitation à l'inauguration et envoyé à leur place une jeune femme porteuse d'un bouquet de fleurs. À la deuxième réunion du groupe en décembre 1997, Rebiya Kadeer a parlé du pouvoir des femmes et de son désir d'aider les mères ouïghours, qui, souvent, souhaitent travailler afin d'apporter un revenu à la famille mais n'en ont pas la possibilité. Peu après la troisième réunion en décembre 1997, les actifs du Mouvement ont été gelés par les autorités et le groupe a cessé de se réunir.

En mars 1997, avant la création du Mouvement, la police avait confisqué le passeport de Rebiya Kadeer, alors qu'elle s'apprêtait à monter à bord d'un avion à destination du Kazakhstan où elle se rendait pour affaires, en lui disant qu'elle n'avait plus le droit de voyager à l'étranger. L'année précédente, son mari avait quitté la Chine pour les États-Unis. Rebiya Kadeer aurait ensuite été placée en détention administrative pendant une courte période en avril 1997.

Fin décembre 1997, Rebiya Kadeer aurait été amenée au poste de police où elle aurait été détenue quelques jours avant de passer en jugement et assignée à résidence, avec l'obligation de se présenter une fois par semaine devant les autorités. La procédure apparaît absolument irrégulière et, d'après les informations disponibles, Rebiya Kadeer n'a reçu aucun document écrit sur les restrictions de mouvement qui lui sont imposées.

Début 1998, une nouvelle interdiction l'a empêchée d'être réélue au siège qu'elle occupait à la Conférence politique consultative de la République populaire de Chine. S'exprimant en public sur ce sujet en mars 1998, Wang Lequan, secrétaire du Parti communiste de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, a expliqué qu'elle n'avait pas été réélue parce que son entreprise connaissait des difficultés depuis quelques années et que son mari, Sidik Roze, résident des États-Unis depuis 1996, avait « participé, dans un pays étranger,

à des activités visant à diviser la patrie et menaçant la sécurité de l'État ». Il a ajouté : « Rebiya Kadeer ne saurait prétendre qu'elle agit en faveur de l'unité de la patrie et qu'elle fait preuve de patriotisme. C'est pourquoi elle n'a pas été élue membre de la Conférence pour l'année en cours<sup>5</sup>. »

Rebiya Kadeer est toujours privée de son passeport et, semble-t-il, toujours soumise à une assignation à résidence qui lui interdit de quitter Ürümqi sans l'autorisation de la police.

---

<sup>5</sup>.Agence de presse Zhongguo Xinwen She, Pékin, 12 mars 1998.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre People's Republic of China: Xinjiang Uighur Autonomous Region: Appeal for Uighurs Arbitrarily Detained. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - février 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :